

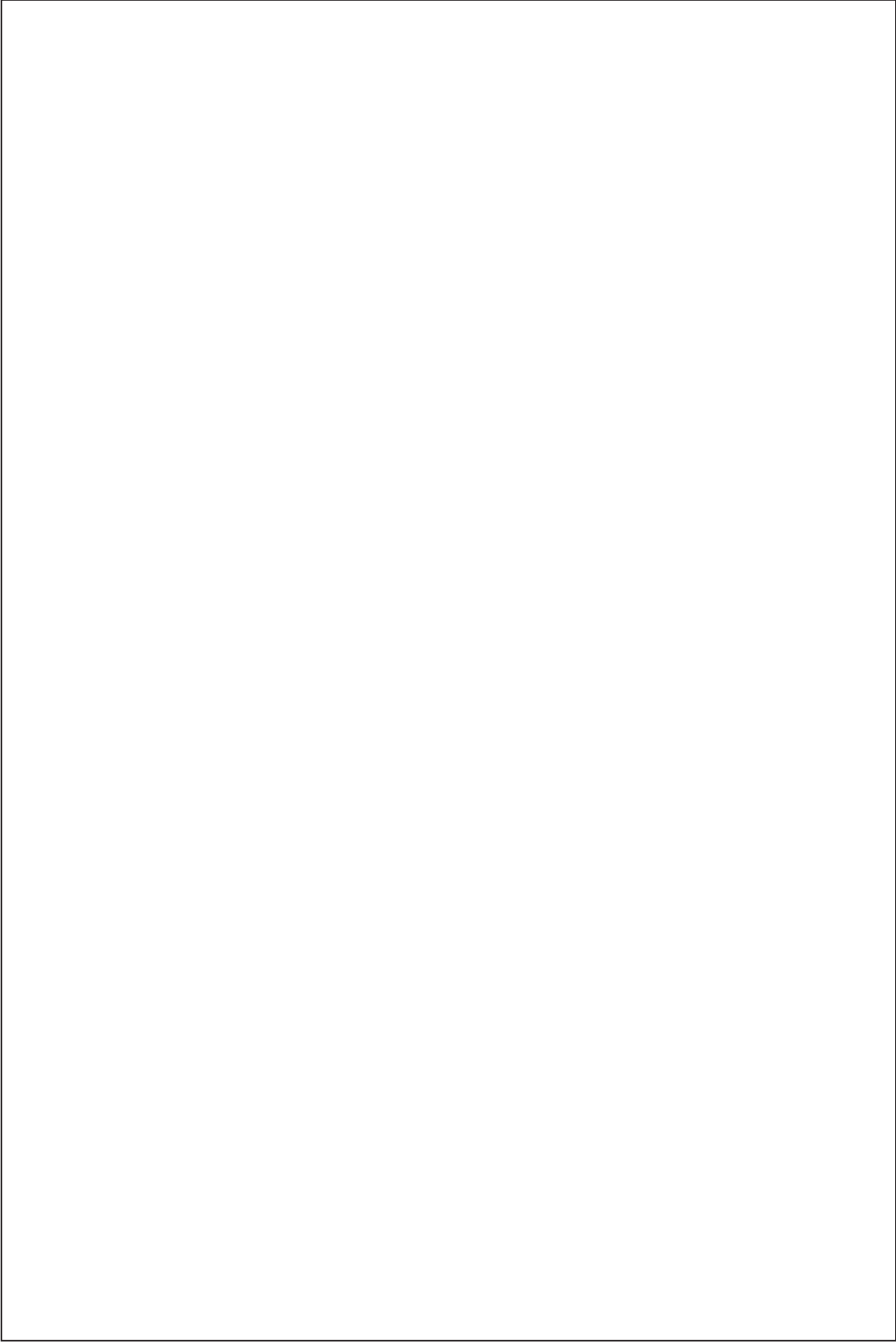
SITUATION SOCIALE

La Tunisie n'est pas au bout de ses peines

*Il a fallu attendre la fin du championnat pour assister à un match de pur football en Tunisie. Envahissement des terrains par des intrus, agressions caractérisées contre des arbitres, des joueurs dont certains sont entrés dans le coma et impunité quasi-totale de la part d'une fédération qui se contente d'infliger des amendes contre les fautifs.*

De Tunis, Kattou Mohamed

Publicité



C'est l'impunité totale qui s'étend depuis la «révolution» à tous les secteurs. Tous les gouvernements qui ont succédé à cette «révolution» n'ont pas osé prendre le taureau par les cornes pour assurer au pays une stabilité qui le mettrait à l'abri des soubresauts récurrents. A ce jour, ces gouvernements ont fait preuve d'une fai-

blesse criante face aux mouvements de protestation qui ont mené le pays vers une situation politique, économique et sociale insoutenable. La centrale syndicale (UGTT), supposée être un partenaire fiable pour assurer le développement du pays, se trouve au premier rang de ceux qui soutiennent les sit-in, les protestations et

les grèves qui paralysent l'économie nationale, bien qu'elle fût primée sur le plan international en recevant le prix Nobel de la paix en raison de sa contribution au «dialogue national» qui a évité au pays un bain de sang en 2013.

Ce qui retient le plus l'attention ces derniers jours, c'est l'attitude du syndicat de l'enseignement secondaire et la faillite des caisses sociales. A ce propos, l'UGTT ne désarme pas. Des propos discourtois sont tenus contre le ministère de l'Education par le secrétaire général du syndicat des enseignants qui menace de ne pas remettre aux élèves les notes de fin d'année. Il s'agit là d'un manquement de la part des enseignants de leur engagement individuel envers leur employeur, à savoir le ministère de l'Education et, surtout, envers les élèves pris en otage.

Ce syndicat, rappelons-le, a toujours choisi la période de la fin de l'année scolaire pour monter au créneau et régler ses comptes avec le ministère. Pour les observateurs, le secrétaire général de la centrale syndicale qui tient à ce que toute décision doit recevoir son aval pour être mise en pratique dans les divers secteurs, s'adonne à un double jeu. Laisser faire les syndicalistes avant de se montrer en sauveur du dialogue avec le gouvernement.

Cela vient d'être vérifié à travers l'annonce d'une réunion avec le gouvernement pour régler les nombreuses questions sociales en suspens. Cependant, la difficulté vient du fait que ce gouvernement ne dispose pas d'une «baguette magique» pour satisfaire les revendications sociales.

Les accords signés avec la centrale syndicale ne sont presque jamais honorés et favorisent ainsi la montée en puissance de cette dernière.

Autre question «brûlante» : l'intention du gouvernement d'allonger la sortie à la retraite actuellement de 60 ans. Cherchant à renflouer les recettes des caisses de sécurité sociale, aujourd'hui en faillite, le gouvernement entend imposer aux travailleurs, toutes catégories confondues, de rester en poste jusqu'à l'âge de 62, voire 65 ans.

La centrale syndicale ne l'entend pas de cette oreille, estimant qu'une telle décision doit, au préalable, recevoir son aval. Pire encore, le ministre des Affaires sociales vient de lancer une bombe. Selon lui, il faudrait recourir à une réduction de la pension de retraite, comme moyen parmi tant d'autres pour sauver l'état financier des caisses de sécurité sociale.

Dès cette annonce, le ministre a été la cible des réseaux sociaux où certains commentaires affirment que la pension des retraités est une «ligne rouge» à ne pas franchir. Cependant, les tiraillements auxquels s'adonnent certains ministres qui semblent échapper au contrôle de leur chef Habib Essid et certains responsables syndicaux qui agissent sans le consentement de leurs supérieurs, le Tunisien lambda préoccupé, surtout, par les examens de fin d'année et par l'avènement du mois sacré du Ramadhan, souhaite que la saison estivale ne soit plus chaude que ne l'annoncent les services météorologiques.

K. M.